



Handwritten signature

PAX ROMANA

MOUVEMENT INTERNATIONAL DES ÉTUDIANTS CATHOLIQUES
MOUVEMENT INTERNATIONAL DES INTELLECTUELS CATHOLIQUES

Une étude sur

L'UNIVERSITÉ COMMUNISTE

— ses buts, sa structure, son programme

NOTE: L'article sur l'Université communiste publié dans le numéro d'octobre 1954 du Journal invitait les lecteurs à se renseigner sur la vie universitaire communiste. Dans le but d'aider leurs réflexions, nous donnerons ici une brève description de la vie universitaire soviétique. Nous espérons que les lecteurs l'étudieront, chercheront à l'évaluer dans un contexte chrétien, et enverront ensuite au Journal leur contribution sur ce sujet.

En dehors des ouvrages de langue russe, peu de livres ont été publiés sur le système d'éducation dans le plus communiste des pays, l'Union soviétique. La présente étude est basée sur deux points ouvrages publiés en anglais: *Public Education in the USSR*, par Y. N. Medinsky, membre de l'Académie de Sciences pédagogiques de la RSFSR, Foreign Language Publishing House, Moscou 1951, et *Higher Education in the USSR*, par I. G. Petrovsky, Recteur de l'Université d'Etat de Moscou, Soviet News, Londres 1953. Nous espérons que les textes utilisés sont encore pertinents. Cet article n'est pas une étude du travail d'éducation du Parti communiste ou de la Ligue des jeunes communistes (Komsomols). Bien que d'une extrême importance, un tel sujet ne peut être traité en ces quelques lignes.

Les universités soviétiques sont en relation étroite avec toute la structure d'éducation de l'URSS. Il semble donc opportun de dire quelques mots de celle-ci. Considérons, par exemple, la carrière d'une personne qui a conquis le grade soviétique de docteur ès sciences. Cette personne aura accompli onze

ans de ce qui est appelé « éducation secondaire », de quatre à six ans d'éducation supérieure, de un à trois ans de recherches scientifiques ; elle a soumis une thèse qui a été approuvée, reçu le degré de candidat ès sciences, et a publié ensuite une « contribution originale à la science ».

Durant tout ce temps, notre docteur a été immergé dans le système d'éducation soviétique dont les buts sont très précis. Ceux-ci sont fixés d'abord par le Parti, qui veille à ce qu'ils soient inculqués par l'Etat. Commentaire ceci, Petrovsky écrit: « De magnifiques perspectives pour l'éducation supérieure furent tracées dans les directives du X^{ème} Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique pour le cinquième Plan quinquennal, en vue du développement de l'URSS (1951-1955) » (PETROVSKY, *Higher Education in the USSR*, p. 11). « Toutes les écoles sont ouvertes, maintenues et dirigées par l'Etat » (MEDINSKY, *Public Education in the USSR*).

Sur les buts de l'éducation soviétique, Medinsky écrit: « Le développement complet de la personne, la formation de bâtisseurs de la société communiste pleinement qualifiés, actifs et conscients, leur éducation dans l'esprit de la moralité communiste, voilà le but de l'école soviétique » (*idem*, p. 13).

Dans cette éducation, cinq aspects sont étroitement unis en un tout: ce sont les aspects mental, moral, esthétique, physique et polytechnique. Quelques mots sur chacun d'eux montreront les caractéristiques de l'éducation soviétique.

L'aspect mental est « le développement d'une conception du monde vraiment scientifique, dialectique et matérialiste, l'acquisition de connaissances systématiques, principes de la science ; le développement de la mémoire, de l'esprit d'observation, de l'imagination, de la parole ; le développement de l'aptitude à acquérir seul des connaissances et à les appliquer dans la pratique » (*idem*, p. 15).

L'aspect moral est décrit comme « la formation de courageux citoyens de l'Etat socialiste, qui aiment profondément leur patrie et sont préparés et aptes à la défendre contre l'ennemi ; la formation d'hommes conscients de leurs devoirs civiques, capables de lutter pour la cause commune du peuple ouvrier,

disciplinés, fermes, de volonté forte, honnêtes, champions actifs et résolus du communisme » (*idem*, p. 16).

L'aspect esthétique consiste à « s'inspirer des grandes œuvres d'art pour apprécier tout ce qui est beau dans la nature et dans la société, pour attacher de la valeur à toute œuvre progressiste, héroïque, qui favorise la lutte du peuple ouvrier dans la construction d'une société communiste le plus rapidement possible » (*idem*, p. 16).

L'aspect physique qui, comme tous les autres, est étroitement intégré dans l'ensemble, consiste en un exercice non extraordinaire dont le but est de faciliter les mouvements naturels, par les sports et la culture physique (*idem*, p. 18).

L'aspect polytechnique est une série d'activités destinées à donner à tous les étudiants une « connaissance théorique et pratique de toutes les branches principales de la production » (*idem*, p. 19). Ce travail se fait cependant essentiellement dans les écoles secondaires: une spécialisation ultérieure est donnée dans les écoles techniques ou à l'université.

Quel est, dans ce contexte, le but particulier de l'enseignement supérieur soviétique? « L'école supérieure forme les intellectuels soviétiques, qui sont appelés à faire progresser la science, la technologie et la culture, à former et à éduquer le peuple ouvrier » (*idem*, p. 59).

Le nombre de jeunes gens et jeunes filles qui sont licenciés des instituts d'enseignement supérieur est fixé et approuvé chaque année par le gouvernement soviétique, comme partie intégrante du plan économique national.

Chaque année, « le State Planning Committee du Conseil des ministres de l'URSS assigne les diplômés de l'année aux différents ministères et départements, conformément au plan économique national et aux besoins en personnel qualifié, besoins établis par ce plan pour les différentes branches de l'économie ». « Les charges sont assignées par une commission d'Etat » (PETROVSKY, *Higher Education in the USSR*, p. 21).

Tenant compte des buts de l'éducation soviétique en général, des différents aspects

(Suite page 2)

A lire

L'Université Communiste.	1
Le travail régional en Américain du Nord	3
L'apostolat universitaire en Amérique Latine	4
L'enseignement supérieur en Afrique.	5
La Commission nationale de Pax Romana en Uruguay	6

L'UNIVERSITÉ COMMUNISTE

(Suite de la page 1)

de l'éducation soviétique, de la mission particulière des écoles supérieures soviétiques et des rapports avec le plan économique national et avec le régime, considérons maintenant quelques faits se rapportant à l'enseignement supérieur soviétique lui-même.

Selon Petrovsky, il y avait, en 1953, 1 520 000 étudiants dans environ 900 instituts d'enseignement supérieur en URSS, y compris les étudiants suivant les cours par correspondance. Le nombre de ces derniers peut se déduire des chiffres donnés par Medinsky qui rapporte qu'en 1949, il y avait 1 128 000 étudiants, dont 300 000 suivaient des cours du soir ou par correspondance. Dans tout ceci, il est intéressant de remarquer que, d'après Petrovsky, il y avait, en 1952, 33 universités seulement sur plusieurs centaines d'instituts d'enseignement supérieur.

Les différents instituts d'enseignement supérieur de l'URSS dépendent de plusieurs ministères. Chaque institut technique est contrôlé par le ministre chargé de ce secteur de l'économie. (Certains, surtout dans des domaines particuliers, dépendent du ministère approprié.) Les universités et quelques autres instituts sont sous la responsabilité du Ministère de la Culture. Sous les ordres de ce ministère, une Administration centrale pour l'enseignement supérieur « aide ces instituts et collèges dans le domaine des méthodes, approuve leurs programmes d'études, contrôle leur travail d'enseignement et de recherche » (*idem*, p. 19). De plus, il existe une Commission supérieure de contrôle du Ministère de la Culture, dont les membres sont approuvés par le Conseil des ministres de l'URSS ; elle se compose « des hommes d'étude et de science les plus éminents dans les principaux domaines du savoir » (*idem*, p. 34). Son travail est de « dresser une liste des instituts d'enseignement supérieur autorisés à accepter et à prononcer un jugement sur les thèses présentées en vue des grades scientifiques, de fixer la composition des conseils académiques de ces institutions... de contrôler le travail des conseils académiques en ce qui concerne l'attribution des grades aux candidats ». De plus, la Commission confère le grade de docteur ès sciences (*idem*, p. 34).

« Tout institut d'enseignement supérieur a son conseil académique qui comprend des professeurs et des chargés de cours. Ce conseil s'occupe des principaux problèmes d'enseignement et de recherche dans le cadre de l'institut ; il élit les professeurs et chargés de cours pour remplir les postes devenus vacants... et il confère les grades académiques après présentation des thèses » (*idem*, p. 19).

« Le chef d'une université ou d'une académie soviétique est le recteur ; pour les autres instituts d'enseignement supérieur, le directeur. Tous deux... ont des assistants qui s'occupent des problèmes d'enseignement, de recherche et d'administration.

Les instituts d'enseignement supérieur sont divisés en facultés. A la tête de chaque faculté, nous trouvons le doyen. L'enseignement et la recherche dans chaque faculté sont placés sous la direction du conseil académique. Dans nombre d'instituts d'enseignement supérieur, les thèses pour les grades de docteur

et de licencié ès sciences sont présentées au conseil académique de la faculté, le conseil académique de l'institut ayant le droit de ratifier les décisions du conseil de faculté.

L'organisme académique qui mène le travail fondamental d'enseignement et de recherche dans les instituts d'enseignement supérieur est le département ; en font partie tous les professeurs et autres membres du corps enseignant d'une même branche. Les chefs des départements sont élus par le conseil académique de l'institution... » (*idem*, p. 20). Voilà pour la structure de l'enseignement supérieur soviétique. Voyons maintenant le contenu de cet enseignement.

« L'instruction dans les instituts d'enseignement supérieur de l'Union soviétique est basée sur des programmes d'étude approuvés par le Ministère de la Culture de l'URSS. Ces programmes d'étude couvrent tout genre d'instruction... qu'elle soit donnée à l'institut ou en dehors de celui-ci. » Les programmes d'étude comprennent les cours obligatoires ainsi que les cours facultatifs ; ils couvrent les domaines d'études spécialisées, qui ont pour arrière-fond une large étude des sciences. « Dans la formation des jeunes spécialistes soviétiques de tout domaine, une place très importante est réservée à la philosophie, qui est le fondement de tout savoir concret. Tous les programmes sans exception comprennent des matières donnant une connaissance du marxisme-léninisme. L'un de ces cours explique les bases du marxisme-léninisme, en s'appuyant sur une étude de l'histoire du Parti communiste de l'Union soviétique, ainsi qu'une étude de l'économie politique. De plus, toutes les facultés universitaires ont un cours de matérialisme dialectique et historique, la philosophie marxiste-léniniste » (*idem*, p. 23).

« Tous les étudiants doivent suivre tous les cours et leçons conformément au programme d'étude », et un livret est distribué à tous les étudiants indiquant « la quantité de travail à couvrir... les problèmes essentiels à traiter et donnant la liste des lectures obligatoires ainsi que du matériel de lecture supplémentaire » (*idem*, pp. 21-22).

Nous espérons que ce bref exposé soulèvera certaines questions, et qu'il provoquera en retour une compréhension plus profonde de l'éducation catholique. Par exemple, que faut-il penser des buts de l'éducation soviétique ? De ses différents aspects ? De ses rapports avec le régime ? Avec le Parti ? Que peut-on dire de l'enseignement obligatoire du matérialisme dialectique ? De la distribution des emplois aux diplômés ? Enfin, quelles sont, dans cet ordre d'idées, les obligations imposées à la communauté universitaire catholique et à l'ensemble de nos fédérations par le phénomène de l'étudiant soviétique, partisan enthousiaste du système dans lequel il a été éduqué ? Nous espérons que des articles concernant ces questions ou d'autres seront envoyés au *Journal* par ses lecteurs, pour le profit de tous.

Préparez-vous au Congrès Mondial
en lisant

LA MISSION DE L'UNIVERSITÉ

Actes du Congrès mondial
de Pax Romana au Canada, en 1952

Fr. suisses : 7.50



Rio-de-Janeiro, dans la splendeur
de sa baie

Les OIC à Rio

En marge du grand Congrès eucharistique mondial de Rio-de-Janeiro, la Conférence des Organisations internationales catholiques tiendra dans la capitale brésilienne sa première Assemblée générale en dehors du continent européen. Nous voyons dans ce fait un événement d'une importance capitale pour le développement de l'apostolat des laïcs.

Dans quelques jours, en effet, des centaines de milliers de fidèles, avec leurs Evêques et leurs prêtres, vont se retrouver à Rio pour rendre un hommage public et solennel à Jésus, dans le Très Saint Sacrement de sa divine Présence. Ils y viendront du monde entier, mais très spécialement des pays d'Amérique latine. Les dirigeants responsables des mouvements d'apostolat laïc se devaient donc de saisir cette occasion exceptionnelle pour se rencontrer.

Un grand enrichissement et une décision plus ferme de poursuivre le travail en commun, de garder plus étroitement le contact entre les organisations catholiques des différents pays sera sans doute le fruit de cette réunion. Dans l'atmosphère de piété et d'enthousiasme d'un Congrès eucharistique, il ne serait pas question d'entreprendre des études de détail de tel ou de tel problème propre au laïc. Le contact et l'information mutuelle seront donc les buts principaux de la Conférence de Rio. Mais même ainsi, nous n'hésitons pas à la considérer comme un événement historique. Car jamais jusqu'ici une réunion de dirigeants catholiques d'une telle ampleur n'a eu lieu hors de l'Europe.

La participation est réservée aux dirigeants des Organisations internationales catholiques, dans leur grande diversité (et elles sont déjà nombreuses les personnalités d'Amérique latine qui occupent des postes de responsabilité dans ces organisations qui se rencontreront à Rio avec les dirigeants venus d'Europe et d'ailleurs), et aux délégués des groupements nationaux qui en font ou pourraient en faire partie.

Les séances plénières seront consacrées à des exposés sur l'activité des Organisations internationales catholiques en général et sur les activités d'apostolat des laïcs dans le continent américain ; à une revue de la position des OIC vis-à-vis des Organisations internationales officielles et des ONG ; enfin, à faire connaître le travail du Comité permanent des Congrès internationaux pour l'apostolat des laïcs. Puis, pendant deux jours, les différentes OIC se réuniront en groupes de discussion, d'après les secteurs où elles exercent leur activité. Ce seront les groupes suivants :

- a) culture et éducation (dont fait partie Pax Romana) ;
- b) service social ;
- c) opinion publique (presse, radio, cinéma, etc.) ;
- d) apostolat général et mouvements de masses ;
- e) charité et migrations ;
- f) travail et problèmes sociaux,

qui couvrent pratiquement tous les champs de l'activité humaine. Pax Romana sera naturellement présente à la rencontre de Rio. Le vice-président du MIIC, M. Vittorio Veronese, en présidera la délégation, avec une ancienne vice-présidente du MIEC, brésilienne, Mademoiselle Maria de Lourdes Alves de Figueiredo, et plusieurs autres dirigeants des mouvements d'étudiants et d'intellectuels de différents pays d'Amérique.

LISTE DES AMIS DE PAX ROMANA

De nombreux Amis de « Pax Romana » n'ayant pas encore répondu à notre appel de renouveler leur contribution, nous avons été dans l'obligation de retarder la publication de la liste annuelle. Elle sera expédiée à tous les Amis 1955 dans le courant de la dernière semaine du mois de juillet. Que tous ceux qui n'ont pas encore versé leur cotisation se hâtent !

LE TRAVAIL REGIONAL EN AMERIQUE DU NORD

NOTE: L'auteur de cet article nous prie de souligner qu'il présente ici ses opinions personnelles. Bien qu'il pense que son évaluation générale soit loyale, il ne désire pas qu'elle soit confondue avec la politique officielle du Mouvement.

Les lecteurs attentifs du *Journal* se sont probablement résignés, au cours des cinq dernières années, à ne jamais entendre parler des problèmes de l'Amérique du Nord. Les discussions antérieures sur ce sujet ont en général mis en relief, non sans une note de désespoir et d'impatience, les énormes distances, la séparation et un certain isolement. Ce problème des distances n'est pas sans fondement: l'Amérique du Nord et les deux pays qui la constituent sont extrêmement étendus. La majorité de ses habitants a rarement voyagé en dehors d'une région assez limitée. Ce qui est réellement surprenant, c'est que le Canada et les Etats-Unis aient pu, de ces vastes étendues, créer de vraies nations et faire de leurs habitants des peuples réellement identifiables.

Les gouvernements réussissent à créer et à maintenir une telle unité par de nombreux moyens, qui sont tous coûteux, et dont certains sont efficaces. Ils peuvent utiliser la radio et d'autres moyens de communication de masse, et le journalisme devient une fonction indispensable pour tenir idéologiquement unis les habitants géographiquement dispersés. Pour les organisations privées, qui ne disposent ni des ressources financières des gouvernements, ni de leurs possibilités de captiver l'attention des masses, le problème de la communication des informations est beaucoup plus difficile. Elles doivent compter sur nombre de facteurs incertains pour subsister jour après jour, et pour pouvoir, dans ces conditions déjà peu encourageantes, favoriser le développement d'une certaine identité idéologique.

Je mentionne tout ceci pour appuyer mon affirmation générale qu'il n'existe pas réellement un travail régional effectif en Amérique du Nord en ce moment. Nous trouvons certes des réunions périodiques à l'occasion desquelles un petit nombre de personnes discutent les difficultés d'un tel travail; mais cela, bien qu'utile et peut-être même nécessaire, n'est pas du travail régional. Ce problème n'est pas exclusivement propre aux organisations affiliées à *Pax Romana*; il affecte aussi d'autres organisations, comme le montre la disproportion des sommes de leurs budgets utilisées pour des voyages et des communications téléphoniques.

Ceux qui observent depuis longtemps et avec patience la scène nord-américaine sont convaincus que l'étendue du territoire est un obstacle au développement effectif de toute organisation. Mais en même temps, ils sont persuadés que cette étendue est souvent utilisée comme un prétexte pour justifier l'inactivité; elle pourrait, dans une certaine mesure, être réduite tant par une réflexion créatrice et un programme plus inventif, que par une utilisation plus judicieuse des rares ressources économiques disponibles. Tout ceci est valable d'une façon très réelle dans le contexte du développement d'un travail régional important sur le continent nord-américain, tel que le souhaite *Pax Romana*.

L'Amérique du Nord n'a jamais été vraiment visitée par un représentant officiel du Mouvement. Des personnes, voyageant individuellement à différentes occasions, en général dans l'Est du Canada et des Etats-Unis, n'ont réalisé aucun ou peu de progrès, ce qui est davantage dû à une mauvaise organisation qu'à tout autre chose. Aucun effort systématique n'a été entrepris jusqu'ici pour traverser le Canada ou les Etats-Unis afin de visiter toutes les grandes universités et tous les centres professionnels. Ces techniques peu satisfaisantes ont inévitablement conduit à des résultats peu satisfaisants; compte tenu de l'histoire du Mouvement en Amérique du Nord, je ne pense pas qu'il puisse espérer de nombreuses réalisations aussi longtemps que ses activités ne seront pas solidement ancrées dans les résultats d'une telle visite.

*

Des arguments comme ceux que je viens d'utiliser tendent, malgré leur exactitude et leur importance, à embrouiller considérablement la question; le problème du travail régional en Amérique du Nord que voudraient susciter les organisations poursuivant des buts intellectuels, est en effet très étroitement lié à tout le problème de l'atmosphère générale de l'université et du manque de communication entre les esprits cultivés. A ceci vient s'ajouter une foule de difficultés ressortissant des divers aspects de la vie et de la pensée humaines. J'aimerais traiter chacun de ces problèmes séparément et, faute de place, brièvement.

L'éducation des masses en Amérique du Nord ne doit pas être vue d'un œil trop confiant. Elle revêt certains aspects favorables, mais elle tend également à faire diminuer le nombre des bourses d'étude individuelles; il en résulte une égalisation des niveaux et des valeurs.

L'enseignement supérieur, particulièrement aux Etats-Unis, s'adresse généralement à un corps étudiant très peu préoccupé d'éducation, mais très intéressé, en revanche, aux grades académiques qu'il offre. Cette situation n'est pas unique, mais n'a pas atteint dans les autres pays l'intensité qu'elle revêt en Amérique du Nord. L'enseignement supérieur y est réduit à quelque chose d'essentiellement fonctionnel. Dans le cadre du travail de *Pax Romana*, ceci signifie très souvent que les

groupements universitaires affiliés ne sont pas du tout des organisations universitaires, mais plutôt des groupes de personnes fréquentant ou ayant fréquenté une université. C'est certes une force unifiante, comme l'est une paroisse; mais nous n'y trouvons pas nécessairement le commun dénominateur d'un intérêt intellectuel ou universitaire.

Il serait faux de déduire du manque de communications entre les esprits scientifiquement formés, ou même simplement cultivés, que les universitaires en Amérique du Nord ne se parlent pas ou ne s'écoutent pas. Mais cette déficience signifie, comme l'a souligné un critique canadien, qu'ils n'entretiennent pas de relations utiles dont ils peuvent s'enrichir mutuellement. Un commentateur des Etats-Unis a caractérisé ce fait comme le manque de compréhension de ces esprits à l'égard de la notion d'une communauté intellectuelle dans son sens le plus large. Quelles que soient les causes de ce problème, il est fortement ressenti par tous ceux qui souffrent de cette absence de communication, et qui sont désireux de trouver une société ou une organisation qui saurait créer le contact étroit que ne peuvent procurer les publications scientifiques ou les réunions de masse.

Cette situation ne doit pas nous empêcher de travailler au développement de cet aspect de l'apostolat qui est confié à *Pax Romana*. Au contraire, elle indique un besoin qui résulte de conditions imparfaites. L'erreur serait — et elle a été commise — de vouloir rallier, sans aucun discernement, la communauté universitaire et professionnelle tout entière autour des buts de *Pax Romana*; il serait également faux de juger les communautés universitaires et professionnelles d'après les idées et les actes de leurs majorités, sans tenir compte des éléments susceptibles de réaliser, dans une certaine mesure, l'idéal de *Pax Romana*. La diffusion de cet idéal apostolique en Amérique du Nord doit s'accomplir sur une base sélective et judicieuse parmi les personnes qui ne sont pas satisfaites de la situation actuelle, parmi ceux qui cherchent avec anxiété le genre de rencontre que leur offrent les principes qui inspirent *Pax Romana*.

Le travail dans cette région — tout en ne pouvant pas être légitimement considéré comme étant du travail régional — évolue.

(Suite page 8)

La précision suisse
au service du
stylo à bille

Stylo à bille
CARAN D'ACHE 55
SUPERMATIC

L'APOSTOLAT UNIVERSITAIRE EN AMÉRIQUE LATINE

Dans le but de mieux comprendre certains aspects de sa situation présente, essayons d'analyser, ne fût-ce que brièvement, l'histoire de l'université latino-américaine.

Née dans le giron de l'Eglise, en plein XVI^e siècle, cette université concentre son enseignement, à l'instar de celle du moyen âge, dans les deux grandes sagesses qui ont nom philosophie et théologie. La philosophie scholastique, alors même qu'elle était décadente, parvenait à donner aux connaissances un sens d'unité et d'harmonie, fondement d'une conception humaniste de la culture et de la vie.

Les autres grands aspects du savoir échappaient, pour ainsi dire, aux préoccupations dominantes de l'université d'alors, mais elle ne les ignorait pas entièrement. C'est pourquoi nous pouvons dire de cette université qu'elle cherchait à accomplir *presque* intégralement sa mission.

L'unité de la foi et de la raison — reflet de l'unité qui prédominait dans les universités de Salamanque et d'Alcala, en Espagne, qui ont inspiré l'université latino-américaine — s'est diluée peu à peu, pour enfin disparaître au début du XIX^e siècle. Une deuxième étape commence alors, caractérisée par des préoccupations d'ordre éthique et professionnel.

Dans les nouveaux Etats, politiquement souverains, une foule de problèmes juridiques et politiques surgissent et accaparent l'attention des dirigeants et de l'université. D'autre part, les sociétés émancipées ont besoin d'une nouvelle élite, spécialement dans le domaine des professions libérales. L'université se donne comme mission de les former. Nous sommes, en outre, dans une période de tendance positiviste dans la pensée.

La troisième étape vient avec l'industrialisation progressive de l'Amérique latine, à la fin de la première guerre mondiale. Les techniciens se joignent aux hommes de profession libérale ; ils tendent même à les remplacer, tandis que beaucoup d'universitaires

deviennent de simples techniciens dans leurs spécialités.

L'histoire de l'université latino-américaine reflète donc une série de situations que nous retrouvons en étudiant l'évolution générale de l'université dans le monde. De plus, à partir de l'indépendance des nations latino-américaines, les universités deviennent des institutions d'Etat ; le positivisme dominant, elles sont sécularisées et dépouillées de certaines disciplines humanistes fondamentales.

Marquées par cette évolution historique que nous venons de retracer, ces universités revêtent actuellement les trois caractères suivants : elles sont étatisées, laïques, « professionnelles ».

Etatisées veut dire que, dans leur très grande majorité, elles manquent d'autonomie universitaire. Il en résulte des répercussions considérables lorsque l'Etat — comme c'est le cas actuellement en Argentine — cherche à contrôler la pensée et toutes les manifestations de la vie universitaire. C'est pourquoi un des premiers points d'une vraie réforme universitaire devrait être la libération de l'université de l'emprise étatique.

Laïques indique que l'Eglise n'a ni le droit ni la possibilité d'agir, de manière officielle et publique, au sein de l'université. On peut discuter de la valeur de ce système. Il n'en constitue pas moins la réalité actuelle en Amérique latine. Elle a également des conséquences : la théologie, par exemple, n'a pas accès aux universités officielles, et la liberté de l'enseignement est limitée lorsqu'il s'agit d'exposer et de diffuser la doctrine de l'Eglise.

« Professionnelles » enfin, signifie que l'université est souvent tentée de se borner à délivrer des diplômes, sans nullement se préoccuper de la formation profonde et intégrale de l'étudiant, même dans l'ordre intellectuel.

Les groupements catholiques d'Amérique latine affiliés à *Pax Romana*, qui sont pour la plupart des groupements d'Action catho-

lique dans le sens strict du terme, cherchent à affronter sous des angles différents les problèmes posés par l'université.

Face au caractère étatique de l'université, la position de l'Action catholique universitaire est claire : elle invoque le principe de subsidiarité et cherche ainsi à réduire l'influence de l'Etat pour lui conférer un rôle de suppléance. Mais, malgré l'unanimité qui préside à cette lutte pour l'autonomie universitaire, les difficultés demeurent grandes. Comment concrètement l'obtenir ? Comment l'Action catholique universitaire doit-elle agir pour revendiquer l'autonomie ? Peut-elle engager dans cette lutte la position de l'Eglise ? Nous abordons ici un problème d'importance fondamentale qui n'a pas encore été résolu. Il a semblé jusqu'ici que l'action personnelle des universitaires catholiques était la meilleure solution, car elle permet d'éviter la confusion toujours dangereuse des sphères d'action.

Devant le laïcisme des universités, les positions sont encore plus claires. Tous les groupements catholiques ont pu nettement définir leur attitude, et leur combat offre en ce domaine des perspectives meilleures. La création de chaires libres de philosophie, et même de théologie ou de déontologie, a été possible dans plusieurs cas. Mais le problème demeure, car toutes ces conquêtes dépendent de la volonté absolue de l'Etat, seul maître de l'enseignement dans les pays où une université catholique n'a pu être créée. Il apparaît maintenant que, dans l'ordre pratique, le problème central de toute réforme universitaire en Amérique latine est celui de l'autonomie vis-à-vis de l'Etat.

Pour restreindre le caractère trop « professionnel » des universités, les groupements catholiques s'efforcent, par leur propre action, de corriger la carence de l'université ; ils organisent des cours complémentaires de formation théologique et philosophique, afin de donner un sens humaniste aux sciences et à la culture. Dans certains pays, ces cours ont eu l'heureux résultat de constituer de véritables « communautés universitaires », dans le plein sens du mot. Parfois nous avons vu ainsi surgir, à côté de l'université officielle, une université vivante, authentique, constituée par la communauté universitaire chrétienne.

Mais si les fédérations latino-américaines de *Pax Romana* font face aux problèmes actuels de l'université dans leur pays, elles poursuivent en même temps d'autres buts : stimuler l'épanouissement d'une vie chrétienne authentique, réfléchir sur les grands sujets de la mission de l'université en Amérique latine, constituer une communauté supra-nationale.

Stimuler l'épanouissement de la vie chrétienne : nous entendons par là toutes les activités proprement apostoliques d'une fédération, des moyens spirituels (retraites, liturgie, etc.) aux moyens intellectuels par lesquels s'exerce l'apostolat de la parole et de la sagesse, sans cependant négliger les moyens d'entraide économique et sociale, en faveur de la com-





L'Enseignement Supérieur en Afrique

Les caractéristiques des universités qui sont en train de voir partout le jour en Afrique plongent leurs racines dans l'urgent besoin que ressent le Continent africain d'une vie intellectuelle capable d'imprégner et de diriger les forces puissantes qui s'y développent. Les signes de la vitalité de la nouvelle Afrique qui naît sous nos yeux sont évidents. Il n'est pas inutile non plus de souligner la rapidité surprenante qui marque cette évolution, dont l'installation récente des universités sur terre africaine est une des manifestations. Mentionnons à titre d'exemple les quatre collèges universitaires établis entre 1947 et 1950 dans les territoires britanniques. Conformément aux recommandations de la Commission Asquith (1945), ils obtiennent leurs statuts de collège universitaire, tout en bénéficiant de « relations spéciales » avec l'université de Londres. Ces quatre centres sont ceux de Karthoum (Soudan), de Makerere à Kampala (Ouganda), qui dessert les territoires de l'Afrique Orientale, d'Ibadan (Nigéria) et d'Achimota (Côte de l'Or).

L'Institut des Hautes Etudes de Dakar (Sénégal) est attaché aux universités de Bordeaux et de Paris. Le collège universitaire de Rhodésie — qui est au service de l'Afrique centrale — jouit également de « relations spéciales » avec l'université de Londres, alors que le centre universitaire Lovanium, au Congo Belge, profite d'avantages identiques qui lui sont procurés par l'université de Louvain. Ces deux derniers centres sont parmi les plus récents de l'Afrique. Toutes ces institutions universitaires sont interraciales, tandis que l'université Fort Hare, établie en Afrique du Sud en 1916 par des sectes protestantes, est spécialement adaptée aux besoins des Africains. Fort Hare a été récemment fermée par ordre du Gouvernement, mais l'espoir subsiste de la voir bientôt ouvrir à nouveau ses portes. Le collège universitaire Pie XII fut inauguré au Basutoland en 1945. Premier et unique collège universitaire catholique de toute l'Afrique, il permet d'avoir grande confiance en l'avenir, en dépit des innombrables difficultés financières qu'il doit surmonter.

A quels problèmes ces universités ont-elles à faire face en commun ? Ont-elles un commun défi à relever ? Bien qu'un très grand nombre d'informations aient été réunies et que d'innombrables expériences aient été faites au cours des dix dernières années, nous n'énumérerons ici que quelques-unes des suggestions qui ont été émises. En règle générale, ces institutions comptent ou compteront de 200 à 600 étudiants, alors que chacune d'elles est au service d'une population de 30 millions d'âmes ou même davantage encore. En dépit de l'exéguité de leur corps étudiantin, le plus grand problème pratique de ces nouvelles universités est d'établir et de maintenir un standard académique qui soit universellement respecté. Ce n'est pas facile, bien que de vrais miracles aient déjà été obtenus grâce à d'intelligentes dispositions. La progression sur l'éducation universitaire se dessine au sein de communautés qui ne comptent qu'une petite minorité de personnes instruites, ayant bien souvent derrière elles des familles semi-illettrées et des

écoles inadaptées aux besoins. On constate, en conséquence, que chaque année une proportion relativement peu élevée de ces immenses populations peut espérer accéder à l'université. Et souvent, les candidats à l'université témoignent de graves lacunes dans leur éducation.

Ces circonstances sont à l'origine des préoccupations qui caractérisent ces institutions, du moins de celles dont elles sont le plus conscientes. Le moyen le plus efficace de garantir dès le début un standard adéquat est d'être rattaché à une autre université déjà solidement établie, en général outre-mer. Mais si le standard est très élevé, la communauté locale, les écoles locales seront-elles en état de préparer des étudiants capables de l'atteindre ? D'autre part, tous les territoires africains ressentent un immense besoin d'hommes formés ; dès lors, est-il juste que des étudiants pleinement capables de servir leur peuple échouent à leurs examens du fait que le standard est trop élevé ? De plus, si une université reçoit ses instructions d'outre-mer, ne souffrira-t-elle pas d'un manque tout à la fois d'indépendance et d'expérience propres que des caractéristiques indigènes et locales qui sont pourtant si importantes ? Une université nationale devrait, en effet, énergiquement explorer la culture indigène et sans cesse s'appuyer sur elle.

Pour surmonter ces difficultés, on pourrait fixer un examen d'entrée d'un standard un peu moins élevé que celui des universités d'outre-mer et compenser ceci en exigeant une année supplémentaire d'études avant l'obtention des grades académiques ; le standard des examens intermédiaires et finaux ne serait pas abaissé. Les quatre centres universitaires africains — Khartoum, Makerere, Ibadan et Achimota — qui sont placés sous la direction du « Conseil inter-universitaire pour l'enseignement supérieur dans les Colonies » ont adopté et heureusement mis en pratique le système souple et efficace dit de « l'affiliation ». Il permet aux étudiants de recevoir les grades tels qu'ils sont décernés par l'université de Londres. Grâce à une consultation conjointe, le programme en vigueur à Londres est adapté aux besoins locaux et aux circonstances. Le corps professoral local collabore au contrôle

des examens établis par Londres. Il peut proposer un premier projet des devoirs d'examen envoyés par Londres et faire une première correction des épreuves. Ainsi, le vieux centre met à disposition tout le trésor de ses expériences, laissant les voies largement ouvertes aux adaptations locales. Parallèlement, toutes les mesures sont prises dans la limite du possible pour assurer une authentique autonomie locale.

Que dire des étudiants qui ne peuvent pas s'élever au niveau des grades académiques mais qui pourtant pourraient rendre de grands services à leur communauté locale ? Les universités africaines peuvent-elles les aider du point de vue de leur formation professionnelle ? Bien qu'il soit parfois possible de donner des cours en vue de diplômes sans pour autant affecter le standard académique, le Conseil inter-universitaire a suggéré que soient établis séparément des collèges régionaux pour la formation professionnelle, pour des cours de commerce, pour former des assistants de laboratoires, etc.

Au gré de leurs possibilités, les nouvelles universités africaines sont toutes extrêmement soucieuses d'être de véritables centres d'études, donc d'approfondissement et de recherches. D'innombrables domaines s'offrent à une recherche originale : l'art indigène, la tradition orale, les archives historiques, la préhistoire, la structure des langues africaines, les maladies des végétaux, la nutrition des animaux, l'élevage du bétail, les systèmes sociaux, les phénomènes biologiques extraordinaires, etc.

Il n'est pas toujours facile de recruter le corps professoral indispensable, tant du point de vue de la qualité que du nombre. Les grands centres universitaires qui disposent de ressources financières suffisantes ont généralement besoin pour l'enseignement et les tâches plus spécifiquement administratives d'une équipe de 80 à 100 personnes. Mais souvent, parce qu'ils n'entendent pas l'appel de ce but élevé ou qu'ils n'éprouvent pas cette vocation, les hommes instruits ne sont pas disposés à abandonner les cercles académiques florissants de leur pays pour se rendre dans les

(Suite page 7)

Le Collège universitaire
d'Ibadan (Nigéria)
La bibliothèque

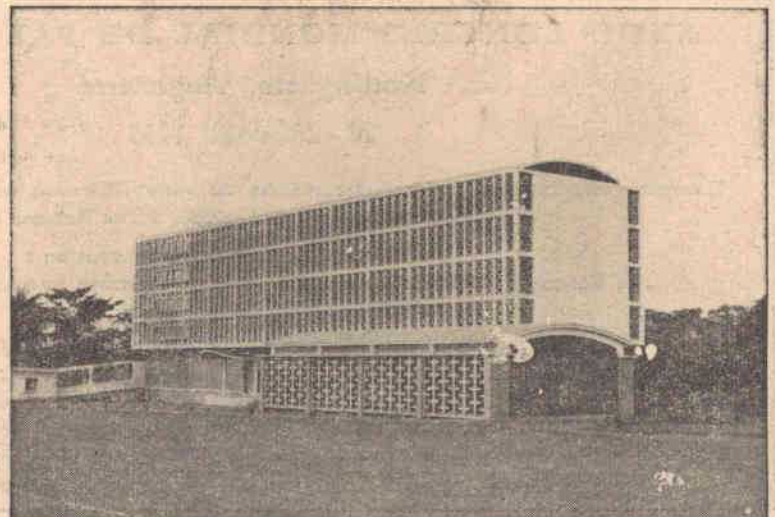


Photo : OOSEEC, Leiden

Une expérience intéressante

La Commission nationale de Pax Romana en Uruguay

NOTE : L'auteur de cet article, M^{lle} Mary Montero Sapriza, a bien voulu nous faire parvenir le texte complet du rapport sur les buts et activités de la commission nationale de Pax Romana en Uruguay, qu'elle a soumis aux participants de la récente réunion régionale organisée par le MIEC à Porto Alegre (Brésil). Ce rapport nous a semblé si intéressant que nous en avons extrait les passages ci-dessous que nous livrons à la réflexion de tous nos amis. Nous avons beaucoup insisté ces dernières années sur les services que pourrait rendre dans chaque pays une vraie commission nationale. Peu de fédérations ont suivi jusqu'ici nos suggestions, mais nous espérons que ce témoignage si sympathique de l'Uruguay convaincra les hésitants. Il pourra aussi aider à voir que lorsque les fédérations sont animées d'un réel désir de collaboration, alors elles trouvent les moyens de tirer avantage de leur appartenance à Pax Romana. Les échos qui nous parviennent de l'Uruguay sont pour les dirigeants du Secrétariat général une récompense appréciée et un encouragement à poursuivre la tâche entreprise.

Donnant suite aux recommandations de Pax Romana, les universitaires de l'Uruguay ont constitué, en 1953, une « commission nationale de Pax Romana ». Après une année de fructueuse activité, elle a rencontré quelques difficultés en 1954. Mais déjà de nombreux nouveaux projets ont été entrepris qui permettent d'espérer que 1955 sera une année très heureuse.

Les membres de cette Commission sont recrutés parmi les dirigeants des différents groupements uruguayens affiliés, sous une forme ou sous l'autre, à l'un des deux Mouvements de Pax Romana. Sur l'initiative de la déléguée aux relations avec Pax Romana de l'Association des étudiantes et femmes universitaires catholiques, les présidents, secrétaires, et responsables des relations internationales de ces groupements se réunissent périodiquement.

Tâchons ici de préciser quelle finalité se propose notre Commission. Certainement pas de se superposer aux différents groupements qui y sont représentés. Nous pensions tout d'abord que, grâce aux échanges d'idées entre dirigeants, il nous serait plus facile de réaliser concrètement, en les adaptant lorsque c'est nécessaire aux réalités nationales, les riches expériences et les enseignements que nous recevons des Congrès et des Assemblées de Pax Romana.

Nous espérons, en deuxième lieu, obtenir de ce rapprochement entre dirigeants une meilleure coordination dans notre effort vers la solution des problèmes que pose l'apostolat intellectuel organisé.

Nous avons souvent lu dans le *Journal* et dans les circulaires de Pax Romana qu'il est souhaitable de travailler sans cesse à rapprocher les mouvements d'étudiants de ceux des diplômés, puisque, à n'en pas douter, ils sont complémentaires. Un laps de temps relativement court sépare l'étudiant du diplômé, et il peut être très artificiel de fixer des délimitations trop précises.

Nous attendions beaucoup de ces réunions, de ces échanges réguliers d'idées et d'opinions entre dirigeants universitaires. Nos espoirs n'ont pas été déçus car, Dieu merci, chaque réunion a abouti à des résultats très pratiques.

Les avantages que nous en avons retirés sur le plan national sont nombreux. Les exposés et les commentaires des membres de la Commission, qui appartiennent aux différents secteurs d'activités — professeurs, étudiants, artistes, hommes de profession libérale — nous ont permis de mieux connaître la réalité nationale, toujours multiple, aux nombreux visages. Ce contact avec des personnalités si diverses a favorisé une vision plus large des problèmes et des solutions qui peuvent être envisagées. Cette plus parfaite connaissance de la réalité sociale est la source d'un constant enrichissement.

L'échange des expériences diminue en outre le danger de se figer dans des solutions vieilles ou dans des plans pour l'apostolat inadaptes aux nécessités de l'heure. Mais le plus grand bénéfice que nous retirons de ces réunions, c'est encore la méditation et la réflexion en commun sur ces problèmes. Ceci nous permet d'élaborer des plans de travail plus réalistes.

Du point de vue de nos relations avec l'extérieur, les avantages de ces réunions sont

évidents. Les questionnaires, par exemple, que nous recevons — et nous savons que le succès des Congrès et des Assemblées de Pax Romana dépend dans une large mesure de nos réponses — nous semblent faits pour être médités en commun. Qu'ils émanent du Secrétariat du MIEC ou de celui du MIEC, presque tous contiennent des questions qui se rapportent à des problèmes propres à la fois aux étudiants et aux diplômés.

Notre expérience a débuté en août 1953 ; il s'agissait alors de répondre au questionnaire pour l'Assemblée du MIEC, à Bonn, sur « L'apostolat intellectuel ». Nous lui avons donné une réponse commune, et le Secrétariat général a approuvé notre idée, nous encourageant à rendre périodiques nos réunions. En outre, de telles réunions éveillent un intérêt vivant pour Pax Romana. Nous en avons eu la preuve lorsque des personnalités catholiques étrangères ont visité notre pays, par exemple lors de la Conférence générale de l'UNESCO tenue à Montevideo. A cette occasion, nous avons pu organiser des réunions avec des dirigeants, d'hier et d'aujourd'hui, de Pax Romana. Un public fort nombreux y a assisté.

Quels sont les sujets que nous traitons dans ces réunions ? Des sujets d'un intérêt réel pour l'apostolat intellectuel dans notre milieu national.

Quelques-uns nous ont été suggérés par les conclusions de l'Assemblée interfédérale du MIEC, au Danemark, en 1953, telle la connaissance et l'étude de l'état actuel de la communauté universitaire (sous ce chapitre, il nous faut considérer des problèmes propres aux professeurs, des problèmes estudiantins, des problèmes posés par l'orientation idéologique dans nos différents centres d'études, etc.).

Un autre sujet important est de savoir comment et jusqu'à quel point nos fédérations offrent une solution valable aux problèmes religieux de la communauté universitaire ; examiner si l'apostolat universitaire est bien fait ou si nous travaillons encore avec des systèmes vieillis ou insuffisants.

Nous songeons encore à des sujets qui intéressent d'autres secteurs : par exemple, la formation civique et la responsabilité particulière des catholiques dans ce domaine. « Jusqu'ici — nous rappelait naguère le *Journal* de Pax Romana —, les groupements nationaux se sont consacrés à la formation religieuse, morale, professionnelle et intellectuelle de leurs membres. Et ils doivent poursuivre ces activités. Mais cette action apostolique de caractère général serait efficacement complétée si — étant donné l'importance du fait politique — on essayait d'éveiller la conscience des catholiques à leurs responsabilités d'ordre civique. » Et nous désirons répondre à cet appel de Pax Romana.

Nous voudrions aussi préparer notre apport au travail des Sous-Secrétariats et des Secrétariats professionnels spécialisés des deux Mouvements de Pax Romana. Nous savons qu'il y a des Secrétariats professionnels de juristes, de médecins, de pharmaciens, d'ingénieurs, etc.

XXIII^e CONGRÈS MONDIAL DE PAX ROMANA

Nottingham, Angleterre

17 - 25 août 1955

Envoyez votre inscription par l'intermédiaire de votre fédération nationale ou de votre groupement professionnel affiliés à Pax Romana !

Pour toute information, adressez-vous au :

Pax Romana 1955 World Congress Committee, Newman International Centre,
31, Portman Square, London W. 1.

Les documents préparatoires pour le thème d'étude :

DE L'UNIVERSITÉ A LA VIE : LES PROBLÈMES DU JEUNE DIPLOMÉ

(bulletins d'informations, questionnaires, bibliographie, *Journal* de Pax Romana)
s'obtiennent au Secrétariat Général de Pax Romana, 14, rue St-Michel, Fribourg (Suisse)

et des sous-secrétariats non professionnels d'art, des missions, de formation et d'action sociales, etc. Leur rôle est très important, surtout si l'on songe que nos fédérations donnent souvent une formation générale, sans ordinairement s'occuper des problèmes propres à chaque catégorie professionnelle déterminée. Mais les Secrétariats et les Sous-Secrétariats se plaignent du manque de contact avec les fédérations, du manque de coordination et de coopération sur le plan national. Car les Secrétariats doivent élaborer un plan de travail qui soit un fidèle reflet des besoins des fédérations dans le domaine de la formation professionnelle... Voilà des problèmes qui peuvent et doivent être discutés dans notre Commission nationale !

Nous savons encore que *Pax Romana* exerce son action sur le plan national, non pas en donnant des directives, mais en stimulant le travail, en fournissant du matériel (publications, programmes d'étude, suggestions, organisation de rencontres internationales, etc.). Mais *Pax Romana* accomplit aussi directement un travail apostolique : par exemple, lorsqu'elle organise des études telles que « La mission de l'université » qui ne peuvent s'accomplir totalement qu'à l'échelon international. Or dans ce cas, comme son *Journal* aime à nous le redire, ce que *Pax Romana* peut donner dépend dans une large mesure de ce qu'elle recevra. Souvent le Secrétariat général se plaint de notre manque de réaction à l'égard de ses publications, de l'absence de réponse à ses enquêtes. Nos fédérations doivent donc donner au Mouvement international le meilleur qu'elles possèdent ; le donner pour l'œuvre commune ; le donner pour que d'autres fédérations puissent profiter de nos propres expériences.

Revenons au plan national, où tout le travail pour construire une culture chrétienne devrait être inspiré et coordonné par des Commissions nationales comme la nôtre. Qu'il s'agisse d'études d'ordre philosophique, de la révision des notions de propriété, de problèmes juridiques, de la liberté, de l'analyse de la notion de personne, de psychologie expérimentale, ou de la lutte contre le positivisme philosophique qui règne encore dans les universités de nos pays, tout ceci pourrait être étudié par la Commission nationale de *Pax Romana* grâce à des conférences, des cours, des cercles d'étude.

Il faudrait encore parler dans ces réunions de l'importance de l'apostolat intellectuel au niveau international. Nous nous rappelons une conférence prononcée à l'Assemblée du MIIC à Bonn sur ce thème : « Un monde nouveau est en formation, dont les lois sont en train de s'élaborer. Il pose des problèmes éthiques, sociaux, juridiques, pédagogiques, etc., dont le catholique ne saurait se désintéresser... Il est très difficile de défendre les droits des chrétiens (protection de la famille, école catholique, sauvegarde de la personne, etc.) sur le plan national ou local, si leurs ennemis les combattent sur le plan international... La jeunesse acquiert un sens plus aigu de la responsabilité internationale, mais il reste des catholiques adultes chez qui la tendance à l'isolement domine encore. »

Les organisations internationales ont besoin d'un personnel compétent. C'est pourquoi *Pax Romana* souhaiterait orienter vers les carrières internationales davantage d'étudiants. Les Secrétariats généraux nous parlent souvent de la nécessité de créer, dans les fédérations,

des « cercles internationaux », au sein desquels de nouvelles occasions de collaboration fertile entre étudiants et diplômés pourraient être suscitées...

Tels sont les enseignements, telles sont les suggestions qui nous parviennent de *Pax Romana* pour nous orienter dans la tâche d'organiser notre apostolat intellectuel sur les plans national et international. Tels sont aussi les thèmes fondamentaux qu'il nous faudrait étudier dans des réunions conjointes du type de celles que nous avons essayé d'organiser.

Mary Montero Sapriza.

AFRIQUE

(Suite)

universités « coloniales ». Ils craignent — et souvent leur crainte est injuste — y d'souffrir d'isolement et d'y être privés de stimulant intellectuel. Le problème central est avant tout celui d'une vraie vocation du corps enseignant ; à cela doit correspondre une profondeur dans les buts de l'ensemble de l'université. Car la tragédie de la situation de l'Afrique réside dans le fait qu'en dépit de l'importance des études techniques, de l'objectivité scientifique et de la culture générale, les buts poursuivis par les universités seront menacés si les vérités centrales et régulatrices en sont absentes. Il est assez naturel que l'étudiant africain — témoin de tant de maladies, de tant d'ignorance malfaisante, de la faible productivité de son pays et de son continent — soit préoccupé des fruits pratiques de l'éducation et considère l'Instruction comme un moyen pour atteindre des fins matérielles. La plupart des universités africaines sont conscientes des dangers qui naissent inévitablement d'une telle attitude, comme aussi de ceux que fait courir la pression constante qui est exercée pour développer les facultés techniques au détriment d'un souci équitable.

L'alternative qu'elles proposent n'est pas valable ; elle manque de solidité et ne résistera pas aux assauts des futurs événements. La commission Asquith définit comme suit l'objectif immédiat : « former des hommes et des femmes ayant les qualités nécessaires pour servir le bien public, ayant les capacités que le développement de l'autonomie exige des dirigeants, en mesure d'aider à satisfaire les besoins en personnes dûment qualifiées ». D'autres sources nous parlent de buts qui

L'Association catholique internationale pour la Radiodiffusion et la Télévision (UNDA) a organisé, du 25 au 27 avril 1955, une semaine d'étude à Vienne sur le thème : *La parole de Dieu et les moyens modernes de diffusion*. *Pax Romana* fut représentée à cette rencontre par M. Griess, membre de notre fédération autrichienne, la Katholische Hochschuljugend Oesterreichs. Le R. P. Venancio Marcos, de Madrid, parla de la difficile tâche de diffuser la parole de Dieu par le microphone. Le professeur Karl Holzamer exposa les nouvelles possibilités qu'offrent la radio et la télévision pour l'éducation et souligna l'importance du choix des programmes dans ce domaine. M. Pierre Levie traita du problème des programmes religieux à la télévision.

Les conclusions soulignent qu'une étroite collaboration entre les pays intéressés ainsi qu'un plus grand échange d'expériences sont nécessaires pour assurer le fructueux développement du travail d'UNDA. Les conférences données à Vienne seront prochainement publiées dans le Bulletin d'UNDA (édité par le Secrétariat général d'UNDA, Fribourg, Suisse).

visent au développement d'esprits cultivés et équilibrés, au sens des responsabilités, au désir de servir... objectifs grandiose ! Mais de telles déclarations ne présumant-elles pas trop facilement que la culture occidentale moderne est une chose harmonieuse qui, une fois transmise, apportera la civilisation ? Ce n'est pas ainsi. L'Occident qui est entré en Afrique contient les contradictions les plus radicales : ce qui est chrétien et ce qui est hostile au Christ. Si un grand nombre d'Africains conçoivent la société en termes plutôt mécaniques et techniques, c'est parce qu'ils ont inconsciemment accepté un éthos occidental prédominant. C'est là que surgit le défi. Une société nouvelle est en train de se former. L'Afrique ne transforme pas ses seules techniques. On est partout conscient que l'ensemble de la société revêt une forme nouvelle. Les étudiants et les dirigeants africains acceptent-ils sans hésitation des institutions et des genres de vie dont les principes, ratifiés par la pratique occidentale, sont factices et faux ? Ou bien recevront-ils dans leurs universités une conception vivante de l'homme, de la dignité de la nature humaine et de la splendeur de sa fin véritable ? L'Occident est entré en Afrique avec tout son méli-mélo allant de la recherche du profit et des sensations à bon marché, des jouissances sentimentales et des techniques, à une vision bien étroite du monde. La question est de savoir si, oui ou non, les universités offriront, à une société en train de se transformer et qui est menacée de tous ces dangers, une hiérarchie vivante de vérités, et une possibilité de retour intellectuel aux sources profondes. C'est notre devoir d'y contribuer ; la présence catholique dans les universités africaines est de la plus grande importance.

James Stewart.

Institut des
Hautes-Etudes, Dakar
(Sénégal)
La faculté de médecine



Photo : COSBO, Leiden

AMÉRIQUE LATINE

(Suite)

munauté universitaire elle-même ou du peuple en général (services juridiques ou médicaux gratuits, etc.)

Réfléchir sur la mission de l'université en Amérique latine : il est intéressant de constater l'intérêt que le Congrès mondial de *Pax Romana* au Canada, en 1952, a éveillé autour de ce sujet. Dans plusieurs pays, des rencontres et des publications ont été entreprises ; des efforts très louables ont été accomplis pour replacer cette mission dans le cadre de la réalité sociale et culturelle de l'Amérique latine, tout en dépassant l'étape des généralisations aussi faciles que vides — car, de toute évidence, il serait faux d'assigner, du moins sous certains aspects, une même finalité aux universités françaises et guatémaltèques.

Constituer une communauté supra-nationale : au sein de *Pax Romana* — qui est elle-même une communauté supra-nationale — l'Amérique latine a acquis une tradition de travail et d'effort individualisé, délimitée par ses propres problèmes.

Ce travail n'est pas entièrement neuf, mais depuis l'élaboration du Plan de travail latino-américain par l'Assemblée Interfédérale de *Pax Romana*, à Toronto, en 1952, de nets progrès vers l'établissement d'une vraie communauté universitaire supra-nationale en Amérique latine ont été enregistrés. Lorsque les réalités et l'évolution des structures nationales sont semblables, les problèmes de l'apostolat le sont aussi. Et le travail régional, dont nous récoltons aujourd'hui les premiers résultats, est pleinement justifié. Le « slogan » adopté par tous les groupements universitaires d'Action catholique : « *Pax Romana* c'est nous », en est le point de départ et la racine.

Nous avons essayé tout d'abord d'établir des liens d'amitié personnelle entre les dirigeants des différentes fédérations, afin que la communauté établie sur le papier devienne une véritable communauté des cœurs et des âmes. Six rencontres régionales se sont succédées après l'Assemblée Interfédérale de Toronto, qui toutes se sont attelées à cette tâche. Mais elles l'ont dépassée, en se proposant d'étudier la réalité universitaire latino-américaine et de la juger à la lumière de la doctrine chrétienne, pour lui donner davantage de contenu tant universitaire qu'humain.

Un nouvel enthousiasme alimente le travail supra-national en Amérique latine : la conscience d'une culture naissante et d'une cité nouvelle, plus humaine et plus fraternelle, qui est en train de se créer dans ce continent. Sans doute, tous les chrétiens du monde peuvent, et même doivent, éprouver un pareil sentiment. Mais le domaine culturel latino-américain offre une virginité qui accroît l'optimisme.

Nous voudrions, en somme, faire de l'université un cerveau et une âme capable de penser et de diriger cette nouvelle construction. Une construction que nous ne concevons que comme un bien offert au monde. L'activité créatrice n'aurait pas de sens pour nous sans ce don de soi, sans cette attitude de générosité envers nos frères de toutes les autres parties de la terre.



Le Château de Gemen

GEMEN 1955

Depuis huit ans, une rencontre internationale d'étudiants catholiques se tient chaque année sous les auspices de *Pax Romana* au Château de Gemen, en Westphalie (Allemagne), autour d'un thème de brûlante actualité. Cet été, la rencontre aura lieu du 6 au 16 août (immédiatement avant le Congrès mondial), et prendra pour thème : *La famille dans le monde actuel*. Ce thème sera traité en conférences suivies de discussion. Des excursions et autres nombreuses occasions de joyeuse camaraderie complètent le programme. Le succès des rencontres précédentes est la meilleure promesse que l'excellente tradition de Gemen sera continuée dans la rencontre de 1955. S'inscrire avant le 10 juillet, au Gemen-Komitee, Frauenstrasse 3/6, Münster, Westphalie.

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ÉLÈVES-INGÉNIEURS

Le Sous-Secrétariat des Elèves-ingénieurs de *Pax Romana*-MIEC organise son second Congrès international des élèves-ingénieurs catholiques du 25 juillet au 1^{er} août, à Aix-la-Chapelle (Allemagne). Thème : *Formes de matérialisme chez l'élève-ingénieur catholique*. Les divers aspects du thème seront présentés par les groupes des pays représentés et étudiés en commun. Des visites d'entreprises industrielles et techniques sont également prévues. Pour tous renseignements, s'adresser au Sous-Secrétariat des Elèves-ingénieurs de *Pax Romana*, rue de Varenne 18, Paris, VII^e.

La *Katholische Hochschuljugend Oesterreichs* organise, en commun avec la section universitaire de l'Action catholique autrichienne, une semaine d'étude internationale sur *Le Culte et l'Art*, du 30 juillet au 8 août 1955, au Château de Goldegg, près de Salzbourg (Autriche). Le programme comprend six grandes conférences, danses populaires, chant et musique religieux et profanes (démonstrations et pratique), le tout dans le cadre d'une vie liturgique intense. Le nombre des participants étant très restreint, on est prié de s'inscrire immédiatement au Secrétariat de la *Katholische Hochschuljugend Oesterreichs*, Ebendorferstrasse 6/IV, Vienne I, qui donne également tous renseignements.

AMÉRIQUE DU NORD

(Suite)

Mais cette évolution se limite encore au modeste niveau de petits groupes d'universitaires chrétiens qui se réunissent inofficiellement, très décidés à se débarrasser des formes traditionnelles d'organisation. Plusieurs d'entre eux, sinon la plupart, ne fréquentent pas les organisations existantes, du moins les organisations générales universitaires et interprofessionnelles. L'effort devra être poursuivi pour découvrir dans chaque communauté tous ceux qu'animent de semblables préoccupations, pour les inciter à se rencontrer afin d'échanger et d'approfondir leurs expériences et leurs connaissances apostoliques.

Ceci constitue, dans une certaine mesure, une évolution sur une petite échelle, du moins en ce qui concerne la compréhension générale de l'organisation. Mais elle est importante parce qu'ainsi sont rendus des services essentiels négligés par d'autres groupes. Si cette évolution continue, sans heurts et dans la fidélité aux idées qui l'ont inspirée à l'origine, ce travail sera un jour le plus sûr appui de *Pax Romana* en Amérique du Nord, car il sera fondé sur l'unique désir d'une formation apostolique authentique. Pour réussir, il faut toutefois que ces efforts soient encouragés par le Mouvement, qui devra également montrer beaucoup de compréhension pour les difficultés à surmonter.

Mon intention n'est pas, dans cette brève analyse, de rejeter le travail d'autres organisations existantes. Je me base sur un seul fait : *Pax Romana* est animée par certains principes essentiels qui se dégagent de l'apostolat que l'Eglise lui a confié, et qui sont exprimés dans les messages du Saint-Père aux Congrès mondiaux de 1950 et de 1952. Je crois que la fidélité envers ces principes est la seule mesure qui nous permette de juger le travail régional ou tout autre travail accompli sous l'égide du Mouvement. Tenant compte de cela, je ne partage pas le pessimisme inofficiel de beaucoup de ceux qui ont été associés aux efforts de *Pax Romana* en Amérique du Nord. Je ne partage pas non plus l'optimisme trop poussé de certains autres. Nous nous trouvons en face d'une situation très réaliste que nous devons accepter. Pour atteindre nos buts essentiels, le travail doit être poursuivi avec des moyens sans prétention. A force d'accumuler ceux-ci, ils formeront une base solide, sur laquelle un édifice durable pourra s'élever.

Joseph McMabon.

Abonnements et Rédaction

	Fr.s.	D.M.	Fr.b.	Fr.c.	pesetas
Simple	5.—	5/—	50	300	50
Amis de <i>Pax Romana</i>	10.—	10/—	100	1000	100

Secrétariat général de *Pax Romana*, rue St-Michel 14
Fribourg (Suisse)

Responsable : Bernard Ducret

Impression : Imprimerie St-Paul, Fribourg (Suisse)